

LE GUIDE Fep-CFDT POUR UNE ÉCOLE QUI ÉMANCIPE

DES CLEFS POUR CONTRER LES IDÉES
D'EXTRÊME DROITE SUR ET DANS L'ÉCOLE



FORMATION ET
ENSEIGNEMENT
PRIVÉS

Fep-CFDT
49 avenue Simon Bolivar - 75950 Paris cedex 19

    fep-cfdt.fr



**« ON NE DEMANDE PAS
LA PERMISSION D'IMAGINER
UN MONDE SANS
EXTRÊME DROITE,
ON LE CONSTRUIT.
MAINTENANT.
PENDANT QU'ILS
RESSASSENT LE PASSÉ,
ON INVENTE L'AVENIR. »**

Salomé Saqué, *Résister* (2024)

SOMMAIRE

ÉDITO	04
UN ENGAGEMENT DE LA CFDT DEPUIS TOUJOURS	05
DÉCONSTRUIRE LES RÉCITS D'EXTRÊME DROITE SUR L'ÉCOLE	06
COMPRENDRE POUR MIEUX DÉCONSTRUIRE	07
LE PROJET DE LA Fep-CFDT POUR L'ÉCOLE	10
ET AILLEURS, POUR CONTRER LE : « ON N'A PAS ESSAYÉ... »	11
QUE FAIRE QUAND ON VOIT ENTRER LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE À L'ÉCOLE ?	13
GLOSSAIRE	14
DÉMÊLONS LE VRAI DU FAUX	15
POUR ALLER PLUS LOIN : STRUCTURES VERS LESQUELLES SE TOURNER	17



ÉDITO

Dans une période où le débat public se tend, où les mots se déplacent et où les évidences démocratiques vacillent, l'éducation se retrouve, une fois encore, au cœur d'une bataille décisive : celle **de l'égalité, de la liberté de conscience**, du refus des assignations et de l'émancipation par les savoirs. L'extrême droite n'a pas seulement un programme électoral ; elle porte un projet de société qui, partout où il progresse, cherche à redéfinir qui appartient pleinement à la communauté nationale, qui mérite la protection, qui peut accéder aux droits, et à quelles conditions. Ce livret part d'un constat simple : quand l'extrême droite avance, l'école est un enjeu, un symbole, parfois un laboratoire.

L'éducation est l'une des conditions de possibilité de la démocratie. Une société démocratique tient par la capacité de ses citoyennes et citoyens à discuter, vérifier, douter, argumenter, et reconnaître à autrui la même **dignité de parole et de droits**. C'est ce que produit la transmission des savoirs : elle outille les esprits contre la manipulation, l'arbitraire, les simplifications commodes et les boucs émissaires ; elle rend possible la délibération éclairée plutôt que la passion et la peur. Dans l'école — et plus largement dans toute expérience éducative — se jouent ainsi la liberté de pensée et la liberté de conscience : le droit de se forger une opinion par soi-même, de se confronter au réel, de distinguer croyance, opinion et connaissance, d'apprendre à penser contre soi-même. L'extrême droite attaque ce cœur-là quand elle veut substituer au savoir critique un récit identitaire, quand elle veut organiser la sélection et quand elle cherche à intimider celles et ceux qui enseignent, éduquent et transmettent.

La Fep-CFDT, première organisation syndicale de l'enseignement privé sous contrat comme hors contrat, a une responsabilité particulière : celle de **défendre les personnels et les conditions d'un enseignement émancipateur** dans des cadres institutionnels où la pluralité des projets éducatifs peut, si l'on n'y prend garde, ouvrir davantage d'espaces à l'entrisme idéologique. C'est précisément pour cela que nous avons choisi de ne viser ni les personnes ni les étiquettes partisans, mais de combattre des idées, des méthodes et leurs effets, avec des faits, du droit, des repères, des outils d'action collective.

Ce livret s'adresse d'abord aux personnels des écoles et des établissements. Il propose une démarche d'analyse et de résistance qui refuse les simplifications, les polémiques instrumentalisées et les discours évidents qui gagnent du terrain à force d'être répétés. Car l'extrême droite prospère aussi quand elle parvient à installer ses cadres de pensée : opposer des droits entre eux, hiérarchiser les élèves selon l'origine, faire passer l'égalité pour une faiblesse, transformer l'autorité en logique punitive, instrumentaliser la laïcité

contre une partie de la population, et présenter la préférence nationale comme une réponse pragmatique à des difficultés sociales bien réelles. Or, aucune politique éducative digne de ce nom ne peut avoir pour horizon le tri, l'exclusion ou l'inégalité de droits : l'école a vocation à former des esprits libres, capables de comprendre le monde, d'agir, de coopérer, de contester aussi, autrement dit de faire vivre la démocratie.

Nous nous inscrivons ici dans une exigence partagée par de nombreuses figures du monde éducatif : **résister** et renforcer un système éducatif émancipateur, capable de répondre aux défis contemporains sans céder aux politiques de la peur, de la stigmatisation et du repli. Mais notre point d'appui est syndical : il s'agit de **protéger les personnels, de défendre leurs droits**, de préserver la liberté pédagogique dans le cadre des programmes, d'empêcher que le travail éducatif ne devienne l'objet d'attaques, d'intimidations ou de tribunaux médiatiques. Nous voulons aussi outiller les collectifs de travail : savoir identifier les mécanismes de désinformation, comprendre les glissements de langage, déconstruire l'imposture sociale d'un discours qui prétend protéger tout en abîmant la solidarité. Et pour y parvenir, nous vous proposons des pistes pour agir en vous appuyant sur des ressources, des observatoires, des associations, et sur la force du collectif. Ce livret est un appui pour une **réflexion citoyenne**.

Les idées d'extrême droite sont de plus en plus présentes et la poussée électorale de certains partis, en France et ailleurs dans le monde, est un fait majeur. L'éducation est toujours une cible de ces régimes liberticides qui se mettent en place. Pour les contrer, la Fep-CFDT propose surtout un contre-projet : l'école, que nous voulons rempart par l'émancipation, la justice et la dignité professionnelle. Car ce serait une erreur de croire aux bonnes intentions de l'extrême droite, qui se dit favorable à l'enseignement privé. Derrière l'affichage, son projet pousse surtout la mise en concurrence et la sélection, ce qui accentue les inégalités entre établissements et augmente la pression sur les équipes. Surtout, l'extrême droite est hostile au syndicalisme et au dialogue social : elle s'attaque précisément aux protections collectives qui sécurisent les métiers. Pour la Fep-CFDT, défendre l'enseignement privé, c'est défendre d'abord les droits et les garanties des personnes salariées, pas une politique d'affichage qui fragilise les personnels, l'école et la démocratie.

Face à l'extrême droite, il ne suffit pas d'être contre. Il faut comprendre, nommer, démonter et construire. Ce livret est une invitation à ne pas céder aux intimidations et à faire de l'éducation, dans tous nos établissements, un lieu où l'on apprend, concrètement, que l'égalité n'est pas une opinion, mais une condition de la liberté.

UN ENGAGEMENT DE LA CFDT DEPUIS TOUJOURS

La lutte contre les idées d'extrême droite est au centre de l'action syndicale de la CFDT depuis toujours. Elle la porte au cœur de ses valeurs, de ses statuts, par ses productions et des engagements lors des diverses échéances.

Des valeurs diamétralement opposées aux idées d'extrême droite

Là où l'extrême droite prône le repli identitaire et le protectionnisme, la CFDT avance comme valeur centrale la **solidarité**, ciment d'un monde plus équitable.

Là où l'extrême droite porte un projet de réduction de l'offre culturelle et d'une réduction du scolaire à la discipline et aux savoirs, la CFDT porte en son sein **l'émancipation** individuelle et collective.

Là où des mouvements d'extrême droite entendent réduire la place des associations, des syndicats et d'instances de consultation, la CFDT porte **la démocratie** au cœur de ses actions, permettant aux individus de participer activement à leurs choix de vie.

Et, pour porter ces trois valeurs centrales, elle se donne comme principes **une indépendance** dans ses actions et ses décisions et **une autonomie** par rapport aux partis politiques et aux financements.

Ces valeurs sont inscrites dans le préambule des statuts confédéraux. Et, notre secrétaire générale confédérale, Marylise Léon, déclarait fin 2025 :

« Nous nous sommes battus résolument, pacifiquement avec notre bulletin de vote, en débattant, en parlant programme, en allant à la rencontre des travailleuses et des travailleurs, pour dire non à l'extrême droite. Non à l'inégalité de droits, non à la recherche de boucs émissaires. Oui à la liberté, l'égalité, la fraternité. Oui à l'émancipation de chacune et chacun, de toutes et de tous. Oui à la liberté de la presse, de la justice, du syndicalisme. Le OUI de la CFDT, c'est aussi le OUI à la justice sociale et environnementale, à la conquête de nouveaux droits, à un véritable partage des richesses. »

Agir contre les idées d'extrême droite

La CFDT réalise des campagnes et outille ses unions régionales, fédérations et syndicats pour porter ces valeurs. C'est à ce titre notamment qu'elle a réalisé une série de guides dans la collection « Vivre ensemble, travailler ensemble » pour lutter notamment contre le racisme, les violences sexistes et sexuelles et les discriminations LGBTphobes.

[Prévenir et combattre le racisme et les discriminations raciales au travail - Le guide 2024 de la CFDT](#) 

[Prévention des violences sexistes et sexuelles au travail - CFDT](#) 

[Guide vivre ensemble - Agir contre les discriminations LGBTphobes dans le monde du travail - CFDT](#) 

[Bon de commande guides vivre ensemble travailler ensemble.pdf](#) 

Et dès que des décisions politiques contraires aux valeurs de la CFDT sont prises, qu'elles flirtent ou carrément qu'elles surfent sur les idées d'extrême droite, la Confédération a toujours porté en son nom propre ou en intersyndicale des engagements clairs.

Par exemple, en 2023, la CFDT s'est dressée contre la loi immigration [Loi immigration, le décryptage de la CFDT](#) 

En juillet 2024, une déclaration intersyndicale appelait à battre l'extrême droite et gagner le progrès social !

[Déclaration intersyndicale, battre l'extrême droite et gagner le progrès social](#) 

Et, en 2025, une intersyndicale appelait à marcher pour l'égalité et pour les droits LGBTI

[Marche des fiertés parisiennes 2025 - Fiers, Solidaires et engagés le 28 juin, marchons pour l'égalité ! - Le site du syndicat CFDT Télécoms Prestataires IDF](#) 

Enfin, l'ensemble des structures territoriales interprofessionnelles s'engagent chaque année sur le sujet. Ainsi, l'Union régionale interprofessionnelle Ile de France a publié fin 2025 huit engagements pour ne pas céder le terrain à l'extrême droite

[8 engagements pour ne pas céder le terrain à l'extrême droite | CFDT](#) 



DÉCONSTRUIRE LES RÉCITS D'EXTRÊME DROITE SUR L'ÉCOLE



1 | UNE VISION POLITIQUE DE L'ÉCOLE : hiérarchie, sélection, ordre

Les discours d'extrême droite reposent sur quelques principes récurrents : une vision d'une société hiérarchisée, la valorisation de l'autorité et de l'ordre, la méfiance envers les institutions démocratiques et la mise en avant d'une identité nationale supposée menacée.

L'extrême droite prône une école de « l'excellence », censée faire émerger une élite. Les moyens proposés conduisent à **une école à deux vitesses** et à une orientation précoce des élèves : pas d'accès au lycée sans obtention du brevet des collèges, hausse du niveau du baccalauréat, fin du collège unique. L'école primaire se terminerait en 6e, avec une orientation avant l'entrée en 5e. La sélection à l'entrée du lycée professionnel est également proposée. Il y aurait des sections pour les « bons » éléments et pour les élèves en retard scolaire.

Ces principes conduisent à promouvoir **une école centrée sur la discipline**, souvent présentée comme opposée à une école jugée « laxiste », « idéologique » ou « déconnectée du réel ». L'extrême droite propose la mise au pas : **port d'un uniforme** à l'école primaire et au collège. Le renforcement disciplinaire promeut des dispositifs de sanctions contre l'absentéisme et les « comportements antiscolaires ». La mise au pas, c'est aussi pour le personnel enseignant : **pouvoir renforcé des inspecteurs et inspectrices pour sanctionner les personnels** jugés en défaut de « neutralité absolue » ou de laxisme. Elle promet aussi la vidéoprotection dans tous les établissements du secondaire, créant ainsi une école sous surveillance.

L'école est considérée comme un vecteur de transmission de **l'histoire de France** et de ce que l'extrême droite considère comme son patrimoine. Ainsi, les langues régionales et l'option ELCO (enseignement de langue et culture d'origine) ne seraient plus enseignées. L'« assimilation » des éléments étrangers ou immigrés est au centre de la politique éducative envisagée.

L'extrême droite veut une école centrée sur le français, les mathématiques et l'histoire (surtout celle de la France). La loi devrait définir les modalités concrètes d'enseignement, mettant ainsi **un terme à la liberté pédagogique**. Les manuels scolaires seraient alors validés par le ministère.

Dans ces discours, l'école est pensée comme un instrument de restauration d'un ordre social considéré comme menacé.

Cette approche privilégie les réponses symboliques (uniforme, sanctions, tri précoce) plutôt que les réponses structurelles aux inégalités scolaires, sociales et territoriales.

2 | DÉPLACER LE DÉBAT : des faits vers les émotions

Une caractéristique majeure des discours d'extrême droite consiste à déplacer le débat public des faits vers les perceptions et les émotions. Des difficultés réelles vécues par certaines populations (fermeture de services publics, désertification médicale, recul des services de proximité, difficultés économiques) sont interprétées non pas comme les conséquences de politiques publiques, de choix économiques ou de transformations territoriales, mais comme les effets d'un supposé abandon.

Les ressentis d'abandon ou d'injustice existent réellement, mais ils sont réinterprétés pour alimenter un récit politique simplificateur. Ainsi, les enjeux éducatifs (réussite scolaire, conditions d'enseignement, moyens alloués) sont parfois réduits à des débats identitaires qui masquent les questions fondamentales d'égalité, de financement et de politiques éducatives.

L'extrême droite aborde la laïcité surtout concernant la religion musulmane, réduite à l'islam politique. Un durcissement du Code de l'éducation est envisagé pour contrer ce qui est considéré comme des « menées islamistes ». L'interdiction du port du voile des accompagnatrices lors des sorties scolaires est un exemple de déplacement du débat des faits vers les émotions.

3 | THÉORIES COMLOTISTES : l'école au cœur du récit démographique de l'extrême droite

Certaines thèses idéologiques, comme celle du « grand remplacement », ont contribué à diffuser l'idée que l'école serait au cœur d'un processus de transformation démographique volontairement organisé.

Or, les évolutions démographiques sont complexes, liées à de multiples facteurs économiques, sociaux et historiques, et ne correspondent en rien aux scénarios alarmistes diffusés dans certains discours politiques ou médiatiques.

Ces mécanismes s'appuient souvent sur des raccourcis : simplification, généralisation, et utilisation de chiffres partiels, présentés sans contexte scientifique.

COMPRENDRE POUR MIEUX DÉCONSTRUIRE

Pour les enseignants et les enseignantes, **comprendre les mécanismes de ces discours est essentiel.** Les stratégies de désinformation reposent généralement sur plusieurs procédés :



Utilisation d'exemples isolés présentés comme des phénomènes généralisés

**FAKE
NEWS**

« À Strasbourg, le cri d'alerte d'un professeur face à la pression communautaire... »

« Mourad.M », enseignant en zone d'éducation prioritaire, affirmait être menacé de mort par ses élèves après un cours sur la Shoah.

INTOX

L'internaute à l'origine de la supercherie avait repris un ancien compte Twitter dont il a changé la photo et la biographie pour le transformer en profil d'un professeur.

Appel à la peur ou à la nostalgie

**FAKE
NEWS**

« Avec l'EVAR.S, l'école apprend des pratiques sexuelles aux enfants de primaire. »

INTOX

Les "définitions" brandies ne viennent pas du programme EVAR pour le primaire ; elles proviennent de sites associatifs, plateformes d'informations jeunesse qui proposent des explications sur les pratiques sexuelles pour les 15-18 ans. Elles ont été réattribuées à l'école pour faire croire à une dérive généralisée.

**FAKE
NEWS**

« Une école maternelle d'Angers accusée de propagande islamique. »

L'école aurait appris aux enfants une comptine faisant l'apologie de l'islam. Information relayée rapidement, sans vérification, par des influenceurs d'extrême droite.

INTOX

L'histoire venait d'un témoignage mensonger diffusé par e-mail et repris sans vérification ; l'école a dément.

Confusion entre perception et réalité statistique

**FAKE
NEWS**

« L'école n'enseigne plus les fondamentaux. »

INTOX

Les difficultés rencontrées par quelques élèves relèvent davantage des inégalités sociales et territoriales que d'un abandon volontaire des savoirs fondamentaux.



Mise en cause des institutions et des experts scientifiques

INTOX

FAKE NEWS

« Les enseignants imposent une idéologie. »

Ce discours généralise des situations isolées et contribue à fragiliser la confiance envers les personnels éducatifs, pourtant garants de la neutralité et du pluralisme des enseignements.

Transformation de problèmes sociaux complexes en explications uniques et simplifiées :

INTOX

FAKE NEWS

« Les élèves français seraient devenus minoritaires dans certaines écoles. »

Ces affirmations reposent souvent sur des chiffres sortis de leur contexte ou mal interprétés, et ne reflètent pas la réalité nationale du système éducatif.

Face à ces mécanismes, l'école joue un rôle fondamental : développer l'esprit critique, apprendre à distinguer opinion et faits, comprendre la construction des statistiques, analyser les sources d'information et replacer les débats dans leur contexte historique et social.

Former les élèves à l'analyse des discours, à la vérification des sources et à la compréhension des mécanismes de manipulation de l'information constitue un levier essentiel pour préserver la qualité du débat démocratique. L'enjeu n'est pas seulement pédagogique : il est aussi citoyen.



4 | L'ENTRISME DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE AUJOURD'HUI

Les idées d'extrême droite s'immiscent déjà à l'école et tentent d'entrer jusque dans nos pédagogies. Pour les combattre, il faut les débusquer, les connaître.

→ L'empire Bolloré étend sur l'édition et la presse **des idées conservatrices qui rentrent aussi dans les écoles** : les manuels scolaires Hatier, Fayard et Hachette Livre font partie de cet empire au même titre que CNews, l'Olympia, le Journal du Dimanche ou les points de vente Relay. Dans des manuels « objectif bac » Hachette Éducation des biais racistes ont été dénoncés par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont été supprimés depuis.

→ Certains établissements font intervenir des **associations réactionnaires**, notamment dans la mise en œuvre des programmes d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité. Ces associations diffusent **des messages qui peuvent être sexistes et discriminants**.

→ Des établissements hors contrat, parrainés par le milliardaire Pierre-Edouard Stérin, ouvrent différents lieux sur le territoire. On peut citer l'Académie Saint-Louis en Sologne ou le cours Clovis dans l'Aisne. Ces établissements proposent **un enseignement réservé aux garçons, qui portent l'uniforme et sont endoctrinés dans une éducation dite intégrale**.

→ **Des lieux culturels diffusent une vision fantasmée de la France qui s'oppose aux valeurs républicaines**. C'est l'exemple du spectacle « Murmure de la Cité » en Auvergne ou du Puy du Fou. De nombreux scolaires sont amené·e·s à s'y rendre dans le cadre de projets pédagogiques et peuvent être confronté·e·s à une idéologie ultra-conservatrice – voire inexacte.

Cette introduction d'idées très conservatrices s'inscrit dans un projet global pour l'école, piloté par Pierre-Edouard Stérin, et faisant partie du projet PERICLES (Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes). La bataille des idées, pour celui qui ne cache pas ses liens avec l'extrême droite, commence par l'école.



NOS VALEURS

Démocratie

ÉMANCIPATION

LAÏCITÉ

Solidarité

Développement durable

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Ouverture à l'international

TRANSFORMATION SOCIALE

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS
ET L'EXCLUSION



LE PROJET DE LA Fep-CFDT POUR L'ÉCOLE

Il s'appuie sur des valeurs de solidarité, d'émancipation et de démocratie. À travers cela, l'école doit être vue comme le maillon essentiel, central pour une société réconciliée, composée de citoyens et citoyennes aux cultures et aspirations différentes qui s'apprennent, se respectent, pour faire ciment et cohésion. Pour cela, elle doit avoir les moyens de construire, de transmettre, d'apprendre.

L'école comme lieu d'une transmission sereine des savoirs humains

Si l'école doit permettre d'insérer professionnellement, elle s'appuie sur deux jambes et elle ne peut faire cela sans former des citoyens et citoyennes à **vivre ensemble**. Les enfants doivent avec la même chance de construire, par l'école, leur futur parcours professionnel. Seule la baisse des effectifs et de la pression programmatique permettra à cette fin l'individualisation des apprentissages. L'accompagnement personnalisé doit regagner ses lettres de noblesse et permettre véritablement à des élèves qui éprouvent des difficultés de les surmonter. Les rythmes scolaires doivent s'adapter aux **rythmes et aux droits des enfants** et l'école doit mettre en place des dispositifs particuliers permettant à chaque élève d'avoir les temps et les espaces pour apprendre, parfois pour suppléer aux manques dans leur vie personnelle.

Une école à la hauteur des défis sociétaux

Si elle doit former aux **valeurs de la République**, cela ne peut se faire via des injonctions au respect de normes. Cela doit partir des aspirations et des questionnements des élèves, avec les équipes éducatives, sur les évolutions sociétales. Et la baisse de la pression programmatique doit permettre de donner une place centrale aux **«éducations à»**. L'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité, l'éducation au développement durable ou encore l'éducation aux médias et à l'information doivent bénéficier de moyens, de programmes et de temps dans les plannings de toutes les classes. L'ensemble du personnel enseignant doit y être formé. Former à la citoyenneté éclairée, c'est donner à tous les élèves toutes les clés pour comprendre la société et s'y intégrer pleinement. C'est aussi donner les moyens pour lutter contre la dégradation de la **santé des jeunes**. Cela passe par le recrutement dans tous les établissements de personnels dédiés (équipes soignantes, éducatives, psychologues...).

Une école émancipatrice

C'est aussi une école qui se donne les **moyens d'inclure**. Les élèves à besoins éducatifs particuliers doivent pouvoir profiter d'un cursus scolaire adapté. Pour cela, l'ensemble du personnel enseignant doit être formé aux handicaps et à l'accompagnement des élèves aux besoins éducatifs particuliers. La certification pour devenir enseignant-e spécialisé-e doit être proposée plus largement dans le cadre des parcours professionnels et elle doit être valorisée financièrement. Le nombre d'adultes accompagnant les élèves en situation de handicap doit être considérablement augmenté pour répondre aux besoins de chaque élève de façon individuelle. Leur statut doit être sécurisé, une formation solide doit leur permettre d'appréhender leur métier et leur échelle de rémunération doit être à la hauteur de leur expertise.

Les parcours des élèves doivent pouvoir s'adapter à leurs évolutions personnelles. Ils et elles peuvent enrichir leurs apprentissages par des connaissances externes à l'école qui doivent être valorisables. Et, les accompagnements à l'orientation doivent permettre à chacune et à chacun de choisir son avenir. À ce titre, **le lycée professionnel et les filières qui s'y trouvent doivent être revalorisés** en lien avec le monde de l'entreprise, qui doit avoir une présence réelle dans les établissements.

Une école qui donne toutes les chances à chacun et chacune d'accéder à une citoyenneté éclairée, c'est une école qui lutte contre les **fractures sociales et territoriales**. C'est une école qui répond aux obligations de **mixité sociale, qui lutte contre les discriminations et les stéréotypes de genre**, à travers les enseignements notamment. C'est une école qui donne accès à tous les enseignements et toutes les filières, quel que soit son lieu de vie.

Enfin, une école qui répond aux enjeux de la société, aux besoins des enfants et aux évolutions du monde professionnel, c'est une école qui **respecte et considère ses personnels**. Cela passe par une revalorisation du métier d'enseignant et d'enseignante tant au niveau salarial qu'au niveau de la qualité de vie au travail et de la considération hiérarchique. Les réformes ne peuvent notamment plus se faire sans évaluation préalable, sans prendre en compte l'avis des personnes en expertise.



ET AILLEURS, POUR CONTRER LE : « ON N'A PAS ESSAYÉ... »

Pour celles et ceux qui pensent que « l'extrême droite, on n'a jamais essayé ! », c'est non seulement effacer un pan entier de notre histoire, l'État français et la collaboration, mais c'est surtout occulter ce qui se passe aujourd'hui autour de nous. Prêt-e-s pour trois petits voyages en dystopie ?

QUAND LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE ARRIVENT AU POUVOIR, QU'ADVIENT-IL DE L'ÉCOLE ?

AUX ÉTATS-UNIS

Le 5 novembre 2024, Donald Trump remporte démocratiquement l'élection présidentielle pour la deuxième fois.

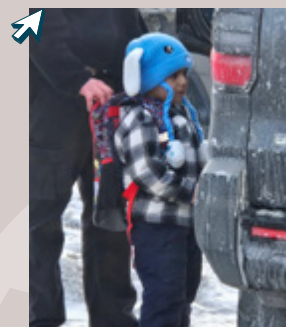


Démantèlement du ministère de l'Éducation avec une vague de licenciements de personnels du ministère.

Trump tente de se passer du Congrès pour éliminer le ministère de l'Éducation - Les Echos

Arrestation d'un enfant par la police anti-immigration ICE à la sortie de l'école

A Minneapolis, dans l'école du petit Liam Ramos arrêté par l'ICE : « La sortie des classes est un des moments où on est le plus vulnérable » - Libération



Atteinte à la liberté pédagogique des enseignants et des enseignantes et censure d'ouvrages

« La purge des bibliothèques doit cesser » : comment des Américains tentent de lutter contre la censure de livres - BFMTV

Le Monde

Menaces sur la liberté académique des enseignants et des enseignantes

10/02/26

« Partout dans le monde, la liberté académique est menacée. En 2024, l'Academic Freedom Index (AFI) constatait que l'indice de liberté académique – qui mesure, sur le plan individuel, le degré de liberté de rechercher, d'enseigner, d'échanger et de diffuser, et sur le plan institutionnel, l'autonomie des universités – enregistrait un net recul dans 34 pays sur les 179 recensés dans l'index.

Le rapport 2025 de l'AFI souligne ainsi, aux États-Unis, « une pression sans précédent » de l'administration de Donald Trump sur la science : depuis janvier 2025, on ne compte plus dans ce pays les attaques antisience contre les universités (coupes budgétaires, législations restrictives...) ».

EN ITALIE

Giorgia Meloni devient Première ministre le 22 octobre 2022



« Fichage » d'enseignants et d'enseignantes exprimant en classe leurs idées politiques de gauche.

Le groupe d'extrême droite militant dans les établissements secondaires pour ce fichage est le mouvement de jeunesse de Fratelli d'Italia, le parti de la Première ministre.

EN HONGRIE

Viktor Orbán est Premier ministre depuis le 29 mai 2010



Campagnes de dénigrement systématique des enseignants et des enseignantes dans les médias

Dégradation des conditions de travail et baisse des salaires

« Certains dispensent des cours privés en dehors de leur horaire, tandis que d'autres font des ménages pour payer leur loyer », confie Zsuzsanna Pocsné Berkesi, enseignante à Budapest (source : L'extrême droite en Hongrie, un cas d'école? | La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente)

Limitation du droit de grève

Licenciements des enseignants et enseignantes en cas de contestation

Perte d'autonomie des enseignants et enseignantes

« Toutes les décisions, matérielles et pédagogiques, nécessitent l'approbation de l'administration. Les écoles redeviennent assujetties aux intentions du centre », Ivan Bajomi, professeur émérite en sociologie de l'éducation à l'université hongroise (source : L'extrême droite en Hongrie, un cas d'école? | La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente).

A RETENIR

Partout où les idées d'extrême droite arrivent au pouvoir, elles transforment l'école, outil d'émancipation en instrument de contrôle et de domination.

- [Etats-unis, quelle situation pour l'Education - EFRP-CFDT](#)
- [Argentine, six mois après l'arrivée de l'extrême droite - EFRP-CFDT](#)
- [Hongrie, ce que l'extrême droite fait à l'Education - EFRP-CFDT](#)
- [La Hongrie de Viktor Orbán, modèle pour Marine Le Pen - EFRP-CFDT](#)

LÀ AUSSI LE MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
A ÉTÉ SUPPRIMÉ !



QUE FAIRE QUAND ON VOIT ENTRER LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE À L'ÉCOLE ?

Les idées d'extrême droite entrent de plus en plus à l'école. Vous pouvez chaque jour y faire face. Discours racistes de collègues ou d'élèves, intervention de membres d'extrême droite de l'Assemblée nationale ou d'associations réactionnaires dans votre établissement... Comment réagir ?

En tant que salarié-e enseignant-e, pourquoi agir contre les idées d'extrême droite ?

→ Elles contreviennent à l'obligation des agents de transmettre les valeurs de la République. Parmi celles-ci, on trouve la lutte contre les discriminations et les violences. On peut donc s'appuyer sur ces obligations professionnelles pour les dénoncer.

En tant que partie de l'équipe enseignante, comment agir contre les idées d'extrême droite ?

→ Les textes républicains et internationaux peuvent être une ressource pour dénoncer les idées d'extrême droite. La Constitution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la Convention internationale des droits de l'enfant sont autant de ressources pour porter des valeurs de solidarité, de lutte contre le sexisme ou encore le racisme.

→ Dans les programmes scolaires, de nombreuses entrées existent pour lutter contre les violences ou les discriminations qui sont au centre des politiques d'extrême droite. Les programmes d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité (EVAR-S), par exemple, traitent largement de ces problématiques.

En cas d'introduction d'idées d'extrême droite dans votre établissement :

En tant que salarié-e et enseignant-e, que faire ?

→ Vous pouvez vous appuyer sur votre corps d'inspection ou sur la cellule Valeurs de la République de votre rectorat pour lutter contre en les dénonçant de façon factuelle.

→ Et, le CSE de votre établissement peut aussi jouer un rôle au titre de ses prérogatives de santé, de sécurité et de conditions de travail. Vous pouvez y porter des questions sur le sujet.

→ Enfin, l'introduction d'idées d'extrême droite dans votre établissement peut aussi obliger vos hiérarchies à intervenir si elles dégradent vos conditions de travail.

En tant qu'adhérent-e de la CFDT, que faire ?

→ Vous pouvez utiliser les valeurs de notre organisation pour dénoncer les propos extrémistes d'un-e collègue ou encore la venue d'une personne élue d'extrême droite dans votre établissement, puisque les programmes d'extrême droite contreviennent aux valeurs de solidarité, d'égalité et même de démocratie de la CFDT.

→ Pour ce faire, vous pouvez vous appuyer sur les moyens et le droit syndical de façon graduée et proportionnée : panneau d'affichage, tractage, questions au CSE, information syndicale, droit de grève... avec l'aide de votre syndicat territorial et de la section syndicale de votre établissement.



GLOSSAIRE

Définition des termes et réalités adaptés à l'école

Autocensure : Forme de censure que s'applique à elle-même une personne, une institution ou une organisation. Elle est déclenchée par la crainte ou la menace de censure par une autorité politique, financière ou religieuse.

Conséquence de l'intimidation du personnel enseignant par la diffusion de fake news les mettant en scène. Dans certains pays où les idées d'extrême droite sont diffusées, des personnes de l'équipe enseignante peuvent faire l'objet de dénonciation de leurs idées politiques, par exemple (comme en Italie). De ce fait, elles n'abordent plus certains points de leur programme.

Entrisme : L'entrisme est une technique d'influence dont la pratique consiste à introduire, de manière concertée, des membres d'une organisation dans une organisation rivale, en vue d'en modifier les orientations. L'entrisme idéologique de l'extrême droite est souvent dissimulé derrière des projets éducatifs qui véhiculent des idées contraires aux valeurs de l'école de la République.

Liberté pédagogique : Liberté qu'a tout membre de l'équipe enseignante de choisir ses méthodes, celles qui lui semblent les mieux appropriées pour réaliser les instructions officielles. Le choix de manuels scolaires inexacts ou orientés en particulier dans l'apprentissage de l'histoire, l'entrée d'associations défendant les idées d'extrême droite et la censure de programmes ou d'ouvrages étudiés, sont des atteintes à la liberté pédagogique.

Partisanisme : État caractérisé par une prise de position partielle et subjective. Les théories de l'extrême droite sont basées sur des faits non prouvés scientifiquement ou des informations parcellaires. La théorie du « grand remplacement », popularisée par certaines figures de la pensée d'extrême droite, est souvent reprise comme une vérité absolue par leurs soutiens, malgré son rejet par la majorité du monde de la recherche.

Préférence nationale : La préférence nationale est l'idée qu'un certain nombre de droits politiques, économiques ou sociaux soient réservés, ou accordés en priorité, aux membres de la nation. Dans l'idéologie d'extrême droite, l'école doit donner une priorité aux personnes de nationalité française. Les langues étrangères ou les langues régionales n'y ont pas leur place.

« Ce que porte l'extrême droite, avec la "préférence nationale" au cœur de son projet, c'est antinomique avec le monde du travail que nous voulons. La préférence nationale, c'est de la stigmatisation, de la division du monde du travail et un tri des travailleuses et des travailleurs, ce que nous ne voulons pas », Marylise Léon, le 20 février 2026.

Prosélytisme : Zèle déployé pour recruter des adeptes, pour rallier des personnes à un dogme. Des propositions « culturelles », telles que les spectacles du Puy du fou, présentant une vision idéalisée de l'histoire de France et des valeurs royalistes peuvent en être des illustrations.

Une école émancipatrice : Elle est fondée sur les valeurs démocratiques, combattant les discriminations. C'est une école pour l'égalité des chances.

Périclès : Acronyme pour Patriotes, enracinés, résistants, identitaires, chrétiens, libéraux, Européens et souverainistes, projet créé par le milliardaire Pierre-Edouard Stérin dans le but de former l'élite de demain en introduisant des idées ultraconservatrices dans ces structures dont des écoles.

« Méritocratie »/« excellence » : Le mot « méritocratie » signifie littéralement « la domination des méritants ». Récompenser les « bons éléments » pour légitimer une école plus sélective et moins égalitaire. Cela permet de justifier la sélection précoce, la séparation des élèves « en retard », et la fin du collège unique.

« Port de l'uniforme à l'école » : Symbole politique plus que mesure pédagogique. C'est imposer un ordre moral et une homogénéité culturelle.

« Laïcité » (réinterprétée par l'extrême droite) : Idée de neutralité de l'école utilisée pour cibler certaines populations, notamment musulmanes.

« Parents vigilants » : Groupes cherchant à contrôler les contenus enseignés, à protéger les enfants d'un supposé endoctrinement. Ils surveillent, intimident, cherchent à censurer le personnel enseignant et portent atteinte à la liberté pédagogique.

« Wokisme » : Le terme « woke » provient du verbe anglais wake (« réveiller »), pour décrire un état « d'éveil » face à l'injustice. Il est tout d'abord utilisé pour désigner des personnes conscientes des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale. Terme servant à attaquer les sciences sociales, l'éducation à l'égalité ou les pédagogies critiques. Cela permet de dénoncer une école qui diffuserait des idées « progressistes » et ainsi de créer un ennemi intérieur, justifiant la reprise en main idéologique de l'école.



DÉMÊLONS LE **VRAI** DU FAUX

sur les discours d'extrême droite au regard des valeurs de la République et des valeurs CFDT

	Affirmations entendues L'EXTRÊME DROITE VEUT :	Conforme aux valeurs républicaines et CFDT
1	Abolir l'existence des syndicats au service du personnel de l'éducation	☐ VRAI ☐ FAUX
2	Censurer la liberté pédagogique du personnel enseignant	☐ VRAI ☐ FAUX
3	Supprimer l'histoire dérangeante et contrôler les manuels	☐ VRAI ☐ FAUX
4	Privilégier chaque élève pour laisser la priorité aux élèves de souche française et exclure les personnes en formation issues de l'immigration	☐ VRAI ☐ FAUX
5	Interdire certaines pratiques ou présences à l'école au seul motif de l'origine ou de la religion	☐ VRAI ☐ FAUX
6	Supprimer les allocations aux parents d'élèves absenteïstes va régler l'indiscipline	☐ VRAI ☐ FAUX
7	Nier les conséquences du changement climatique et de son évolution	☐ VRAI ☐ FAUX
8	Ignorer les différences de genre en prônant uniquement une vision traditionnelle fille-garçon	☐ VRAI ☐ FAUX
9	Encourager la délation des propos tendancieux ou transgressifs aux règles	☐ VRAI ☐ FAUX
10	Ôter l'accès à l'éducation pour toutes et tous (école de la deuxième chance, zones d'éducation prioritaire)	☐ VRAI ☐ FAUX
11	Sélectionner les meilleurs éléments et abandonner les plus fragiles	☐ VRAI ☐ FAUX
12	L'uniforme va gommer les inégalités sociales à l'école	☐ VRAI ☐ FAUX
13	Rétablir l'autorité passe par la soumission à la hiérarchie	☐ VRAI ☐ FAUX
14	Interdire les langues d'origine permet de mieux apprendre le français	☐ VRAI ☐ FAUX
15	Supprimer l'expression religieuse dans les repas et les vêtements pour imposer une vision religieuse unique	☐ VRAI ☐ FAUX
16	Encourager la délation de propos jugés tendancieux ou transgressifs aux règles religieuses ou morales	☐ VRAI ☐ FAUX
17	Normer l'enseignement pour supprimer l'esprit critique des futures générations citoyennes	☐ VRAI ☐ FAUX
18	Supprimer ou réduire l'enseignement des causes scientifiques du changement climatique	☐ VRAI ☐ FAUX
19	Orienter les élèves ayant des comportements à risque dans des centres éducatifs fermés	☐ VRAI ☐ FAUX
20	Surveiller de façon systématique les structures scolaires dans une logique strictement sécuritaire	☐ VRAI ☐ FAUX

RÉPONSES
PAGE SUIVANTE



Ces affirmations correspondent à des discours réels de l'extrême droite, mais sont **FAUSSES** au regard des valeurs républicaines et de celles de la CFDT (égalité, laïcité, fraternité, liberté pédagogique, éducation pour toutes et tous).
Notez-vous : évaluez à quel point les idées d'extrême droite vous ont contaminé-e.

NOTEZ VOUS :
Évaluez à quelle point
les idées d'extrême droite
vous ont contaminé-e.

1

Les syndicats font partie des libertés publiques et permettent de défendre les droits des personnels.

2

La liberté pédagogique dans le cadre des programmes est une garantie professionnelle et une condition de qualité de l'enseignement.

3

L'enseignement de l'histoire doit être complet et critique, pas sélectif ni idéologique.

4

La laïcité garantit l'égalité de chacun des élèves sans distinction d'origine, de religion ou de nationalité.

5

La laïcité protège la liberté de conscience et interdit les discriminations; elle ne sert pas à exclure.

6

L'absentéisme et l'indiscipline ont des causes multiples (sociales, scolaires, familiales) qu'une simple sanction financière ne résout pas.

7

Les savoirs scientifiques sur le climat font partie des connaissances à transmettre à l'école.

8

L'égalité filles-garçons suppose de reconnaître et de combattre les stéréotypes de genre.

9

L'école doit favoriser le dialogue, l'argumentation et la médiation, pas la surveillance idéologique entre élèves.

10

Le droit à l'éducation pour toutes et tous et l'éducation prioritaire visent à réduire les inégalités et à soutenir les élèves les plus fragiles.

11

L'autorité éducative vise la réussite de toutes et tous et l'accompagnement des élèves en difficulté.

12

Porter un uniforme peut masquer certaines différences visibles, mais ne supprime ni la pauvreté ni les inégalités sociales réelles.

13

L'autorité à l'école se fonde sur le respect de la loi commune et l'explication des règles, pas sur la soumission aveugle.

14

Valoriser le plurilinguisme et les langues d'origine peut au contraire soutenir les apprentissages, l'estime de soi et l'intégration.

15

Les décisions en matière de restauration ou de tenue doivent respecter la laïcité, c'est-à-dire la neutralité et la non-discrimination.

16

L'émancipation suppose l'esprit critique, le débat argumenté et la protection des libertés individuelles, pas la surveillance entre pairs.

17

La mission de l'école est de développer l'esprit critique, l'autonomie de jugement et la citoyenneté.

18

Les programmes s'appuient sur les connaissances scientifiques établies, notamment en matière d'environnement et de climat.

19

La priorité est à la prévention, à l'accompagnement éducatif et à l'inclusion; l'enfermement est une mesure judiciaire exceptionnelle.

20

La sécurité est nécessaire, mais une école transformée en lieu de contrôle permanent affaiblit la confiance, le climat scolaire et la mission d'éducation.

POUR ALLER PLUS LOIN : STRUCTURES VERS LESQUELLES SE TOURNER

Dans cette fiche, vous pouvez trouver une vue d'ensemble, non exhaustive, des observatoires, associations et instances en France qui surveillent, dénoncent, accompagnent ou luttent contre les idées d'extrême droite et les discriminations (racisme, antisémitisme, homophobie, LGBTIphobies, etc.), ainsi que des moyens d'accompagnement pour les victimes.

Vous pourrez obtenir une liste pratique d'organisations en France à contacter pour déposer un signalement, trouver un accompagnement juridique ou psychosocial, ou vous engager contre l'extrême droite et toutes formes de discriminations : racisme, antisémitisme, LGBTIphobies, etc.

Type de discrimination	Structure / outil utile
Racisme & antisémitisme	SOS Racisme, Licra, MRAP, LDH
Homophobie / transphobie	SOS homophobie, Le Refuge, MAG Jeunes LGBT+
Aide juridique / orientation	Défenseur des droits Anti Discrimination
Signalement en ligne	Flag !
Annuaire national	Annuaire DILCRAH

CONSEILS PRATIQUES



- Contactez en premier lieu les instances de l'Éducation nationale et les membres représentant le syndicat local CFDT.
- Appelez les lignes d'écoute (ex. SOS homophobie) si vous êtes victime ou témoin – souvent disponibles même en anonymat.
- Utilisez l'annuaire de la DILCRAH pour trouver une association proche de chez vous selon votre situation.
- Pour des accompagnements juridiques spécifiques (plainte, aide, avocat), le Défenseur des droits peut intervenir gratuitement.



DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Il existe plusieurs instances selon la gravité et le contexte des faits (paroles, comportements, supports pédagogiques, réseaux sociaux, etc.). Voici les voies officielles.

Le ou la chef-fe d'établissement (collège, lycée)

Premier interlocuteur obligatoire

- Chef-fe d'établissement
- Responsable légal du personnel et des élèves

A l'obligation de traiter les signalements et, si nécessaire, de les transmettre à l'échelon supérieur.

Le référent ou la référente "Valeurs de la République / Laïcité"

- Présent-e dans chaque académie
- Compétent-e pour :
 - Propos ou actes idéologiques contraires aux valeurs républicaines,
 - Discours de haine, racisme, antisémitisme, complotisme, extrémisme politique.
 - Le signalement peut être fait directement, y compris par un membre du personnel, un parent ou un élève majeur.

La DSDEN/le DASEN (direction académique – 1er degré et collèges)

- Si les faits concernent une école ou si la direction d'établissement ne réagit pas.
- Possible par courrier ou mail argumenté.

Le rectorat (recteur ou rectrice d'académie)

- À saisir si :
 - L'établissement ne traite pas la situation,
 - Les faits sont graves ou répétés,
 - Un membre du personnel est concerné.

Cellule académique de prévention de la radicalisation

- Pour des faits d'endoctrinement, de propagande ou de radicalisation politique.
- Le signalement peut être interne à l'Éducation nationale.

Si les faits sont publics ou en ligne

- PHAROS (plateforme officielle de signalement des contenus haineux ou extrémistes sur Internet).
 - Propos racistes, antisémites, incitation à la haine ou à la violence.

CONSEILS PRATIQUES

- Décrire factuellement les propos ou actes (dates, lieux, témoins).
- Éviter les jugements, se concentrer sur les faits observables.
- Conserver toute preuve (documents, e-mails, captures d'écran).
- Un signalement peut être confidentiel.

OUTILS PRATIQUES

- **Service-Public France – annuaire des associations anti-discriminations** : permet de trouver des organisations selon le type de problème (racisme, homophobie, antisémitisme, etc.).
- **Défenseur des droits** : autorité indépendante qui accompagne les personnes victimes de discriminations et peut intervenir sur des cas individuels.

STRUCTURES INSTITUTIONNELLES LUTTANT CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Observatoire national de l'extrême droite (ONED)

Outil récent (association déclarée en 2025) qui vise à observer, décrypter et déconstruire les idées et stratégies de l'extrême droite en France : analyses, actualités, signalements, notes et décryptages publiés régulièrement.

→ Utile pour :

- Comprendre les stratégies de diffusion des idées d'extrême droite,
- S'informer sur les discours, actions ou éléments de mobilisation ou les événements publics liés à ce champ idéologique.

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)

Institution indépendante de l'État qui publie chaque année un rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : état des lieux, indicateurs statistiques, analyses et recommandations.

Pas une association de terrain, mais une fondation dotée d'observatoires institutionnels reconnue pour sa rigueur et son expertise.

→ Fondation Jean Jaurès

<https://www.jean-jaures.org/>

ASSOCIATIONS & COLLECTIFS CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET L'EXTRÊME DROITE

Think tank, acteur de terrain et centre d'archives au service de toutes les personnes qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde.

Organisations générales de défense des droits humains

Ces associations couvrent souvent plusieurs champs : racisme, xénophobie, discriminations, inégalités, droits civiques, etc.

→ Ligue des droits de l'homme (LDH) ldh-france.org

- Mobilise contre les politiques discriminatoires et les idées d'extrême droite.
- Association de défense des libertés publiques et des droits humains, souvent active contre les idées d'extrême droite (veille juridique, plaidoyer).

→ Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) mrap.fr

- Lutte contre le racisme et les discriminations. (Souvent active en justice ou en sensibilisation.)
- Mène actions éducatives, juridiques et de sensibilisation contre le racisme.



- **SOS Racisme** sos-racisme.org - 51, avenue de Flandre, 75019 Paris - 01 40 35 36 55
 - **Association emblématique fondée en 1984 contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations** (slogan « Touche pas à mon pote »). **Soutien juridique, actions de terrain, campagnes publiques.**
 - **Célèbre pour ses campagnes contre le racisme et pour l'égalité des droits.**
(A récemment déposé une plainte contre un groupe d'extrême droite distribuant des tracts racistes.)
- **Utopia 56** utopia56.org
 - **Défense des droits des personnes en situation de précarité, souvent impliquée contre les récits xénophobes.**
- **LICRA – Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme** licra.org
42, rue du Louvre, 75001 Paris - 01 45 08 08 08 - licra@licra.org
 - **Lutte contre toutes formes de racisme et d'antisémitisme, prévention, sensibilisation, soutien juridique, éducation.**
- **Plateforme Anti-discrimination/Défenseur des droits** antidiscriminations.fr
 - **Service public gratuit d'orientation, de conseils juridiques et de possibilités de saisine en cas de discrimination** (par téléphone ou en ligne).
- **Flag! – Application d'orientation et de signalement** <https://flagasso.com/>
 - **Application qui permet de signaler anonymement des situations de discrimination ou de haine, et d'orienter vers les bonnes structures.**
- **Syndicats comme CFTD, Unef, etc. qui intègrent la lutte idéologique contre l'extrême droite dans leurs actions.** cfdt.fr
 - **Ces organisations participent à des mobilisations, actions juridiques, formations, publications, et campagnes publiques.**

ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES CONTRE LES LGBTIPHOBIES

- **Qui sommes-nous ? - Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire** collectifeduculgbtiphobies.wordpress.com/a-propos/
 - **Le Collectif a été créé en 2004 et regroupe 12 organisations et syndicats représentatifs des élèves, étudiants et étudiantes, parents et personnels de l'Éducation nationale. Il travaille au quotidien contre les discriminations LGBTIphobes en milieu scolaire et universitaire.**
- **SOS homophobie** sos-homophobie.org
 - **Association française de lutte contre l'homophobie, la transphobie et pour l'égalité des droits LGBTI+.** Elle accompagne les victimes, informe et sensibilise le public, et mène parfois des actions de mobilisation contre les discours extrémistes qui ciblent les personnes LGBT+.
 - **Association nationale pour l'écoute, le soutien et la lutte contre l'homophobie, la transphobie, la biphobie et l'intersexophobie.**
Ligne d'écoute : 01 48 06 42 41 (écoute téléphonique, anonymat possible)
sos@sos-homophobie.org
 - **Soutien pour victimes ou témoins, informations, orientation, possibilité de témoignages en ligne.**



→ STOP homophobie Stophomophobie.com

- Association qui accompagne juridiquement et psychologiquement les personnes victimes de LGBTIphobie et sensibilise sur ces discriminations.

Ligne d'écoute : 07 71 80 08 71 24h/24

Instagram : [Stop.homophobie](https://www.instagram.com/Stop.homophobie)

→ Le Refuge le-refuge.org

- Association qui offre hébergement, soutien et accompagnement aux jeunes LGBT+ victimes de rejet ou de discrimination.
- Association qui héberge et accompagne les jeunes LGBT+ que leur entourage (social, psychologique, médical) rejette.

→ MAG Jeunes LGBT+ mag-jeunes.org

- Association d'éducation et de soutien par et pour les jeunes LGBT+ (interventions en milieu scolaire, accueil).

→ OUTrans outrans.org/contact/

- Association féministe d'autosupport trans. Les bénévoles de la structure répondent aux questions que se posent les personnes trans et/ou en questionnement et leurs proches.

→ Collectif Intersexe et allié-e-s cia

cia-oiiFrance.org/nous-contacter-nous-soutenir/

- Association française par et pour les personnes intersexes.

INSTANCES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES UTILES

DILCRAH - Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+

Instance gouvernementale qui coordonne la lutte contre toutes formes de haine et de discrimination en France, soutient financièrement et méthodologiquement de nombreuses associations de terrain, et propose des ressources pour victimes, personnes bénévoles ou professionnelles.

Elle dispose d'un annuaire des associations partenaires et d'outils pour trouver un accompagnement approprié selon le type de discrimination : racisme, antisémitisme, homophobie, etc.

Instance interministérielle qui coordonne les politiques publiques et réunit associations, pouvoirs publics et actions de terrain.

55 Rue Saint-Dominique, 75007 Paris, France

01 42 75 80 00

dilcrah@pm.gouv.fr

<https://www.dilcrah.fr>

- Elle propose un annuaire des associations partenaires pour orienter vers des structures locales de lutte contre les discriminations : racisme, homophobie, antisémitisme, etc.
- Service gratuit d'orientation pour victime/témoign de discrimination.



Fep-CFDT

49 avenue Simon Bolivar - 75950 Paris cedex 19

